

je tiens à lui signaler de nouveau, ainsi qu'aux autres, que le temps de parole de l'honorable ministre est écoulé depuis déjà quelques minutes.

Si la Chambre consent...

**Des voix:** D'accord. Si la Chambre consent...

**M. Latulippe:** Merci, monsieur l'Orateur. L'honorable ministre a laissé entendre que l'augmentation de la productivité au Canada réglerait le problème. Or, nous avons eu des augmentations de production depuis...

**M. l'Orateur suppléant (M. Béchard):** A l'ordre. La Chambre a permis à l'honorable député de poser une question au ministre, mais non pas de faire un discours.

**M. Latulippe:** Il s'agit bien d'une question, monsieur l'Orateur.

Je vais me référer aux statistiques pour l'année 1968. Nous avons produit pour 68 milliards au Canada. Nous en avons...

**M. l'Orateur suppléant (M. Béchard):** A l'ordre! L'honorable député voudrait-il poser sa question?

**M. Latulippe:** Voici ma question, monsieur l'Orateur. Il faut bien se servir de certains termes pour poser une question.

Nous avons produit pour 68 milliards et consommé pour 40 milliards. Qui donc a bénéficié des 28 milliards de surplus? C'est ce que je voudrais savoir.

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, le député a reçu une indemnité de \$18,000 qui provient naturellement des taxes des citoyens et comme moi il a bénéficié de ce montant. De plus, c'est un homme d'affaires, il exploite plusieurs commerces et il a sans doute bénéficié de la prospérité dans sa circonscription.

[Traduction]

**M. Cliff Downey (Battle River):** J'ai l'intention aujourd'hui, monsieur l'Orateur, de signaler à la Chambre et au pays l'écart tragique qu'il y a entre les réalisations et les promesses du gouvernement. Le ministre de la Main-d'œuvre (M. Mackasey) a cité quelques chiffres sur l'état actuel ou antérieur du chômage. Étant donné l'évolution constante au pays, monsieur l'Orateur, si le ministre tire quelque satisfaction de ces chiffres, il a moins de mérite que ne lui en accordent les membres de l'opposition.

Le député d'York-Sud (M. Lewis) a déclaré que ni les libéraux ni les conservateurs n'avaient beaucoup contribué à réduire le chômage. Selon la conception que le député se fait de la démocratie, le gouvernement

[M. l'Orateur suppléant (M. Béchard).]

deviendrait le principal employeur. Il semble qu'il ne néglige rien pour le devenir rapidement, à en juger par le nombre accru des fonctionnaires. Que le peuple décide lui-même si cette manière est la meilleure. Nous devons tous reconnaître que certains pays ont très peu d'emplois à offrir, mais combien de Canadiens changeraient de place avec le Chinois moyen?

Je me rappelle, nous nous rappelons tous, les jours brillants et joyeux des baisers et des plonges de haut vol, alors qu'on se colletait avec les problèmes de la nation, ces jours qui ont caractérisé les premiers mois du régime actuel...

**Des voix:** C'était le bon temps.

**M. Downey:** ... au point que l'incompétence du gouvernement Pearson était presque oubliée. A part quelques changements, le gouvernement a le même personnel que son prédécesseur et je pourrais ajouter qu'il commet les mêmes bévues.

Nous nous trouvons dans une situation honteuse; au milieu d'une économie à la dérive, d'impôts écrasants, de ventes de grain en baisse, de confusion sur les priorités, d'un chômage qui s'accroît à vue d'œil, de taux d'intérêts exorbitants, la seule question qui semble troubler l'euphorie du premier ministre (M. Trudeau) est la façon dont la presse parle de sa vie privée. Il ne s'agit pas là d'un problème national et sa solution n'aidera pas beaucoup les Canadiens.

Le premier ministre sait-il qu'il y a de plus en plus de chômeurs au Canada? Sait-il qu'il y a des Canadiens sous-alimentés, mal logés et mal soignés? Ne se préoccupe-t-il pas des retraités et des vieillards, dont les maigres revenus sont rongés par l'inflation créée par le gouvernement? Ne se préoccupe-t-il pas du petit homme d'affaires ou du cultivateur dont les modestes revenus deviennent la proie des percepteurs d'impôts, par suite de la mesure législative la plus inique jamais présentée dans une assemblée législative? Je veux parler de l'impôt sur les biens transmis par décès.

La vie privée du premier ministre, si fascinante pour les chroniqueurs, si angoissante pour la personne en cause, n'est d'aucun intérêt pour le Canadien qui essaie de joindre les deux bouts.

Je demande au gouvernement de revenir à la réalité, de cesser de traiter notre pays et ses problèmes comme une scène pour les évolutions artistiques d'un seul homme, de s'attacher aux problèmes réels plutôt qu'aux avantages sociaux des inadaptés comme cela s'est fait jusqu'ici.